SESSION 2025

AGRÉGATION Concours externe

Section

ÉCONOMIE ET GESTION

Option Finance et contrôle

Etude de cas sur la gestion des entreprises et des organisations

Cette épreuve consiste en l'étude d'une situation pratique relative au domaine de l'option choisie par le candidat.

Durée : 5 heures

CORRIGE INDICATIF (ce n'est pas un corrigé officiel)

Préalablement au corrigé proposé, nous rappellerons les questions posées.

Le corrigé applique les dispositions du PCG du règlement 2022-06.

DOSSIER 1 – Contrôle de gestion prévisionnel

PARTIE 1 – Construction d'un budget prévisionnel du club SB

Question 1.1. Calculer le chiffre d'affaires de la saison N+1 si chacune des tendances mises en évidence par les deux régressions (linéaire et exponentielle) devait se poursuivre. Puis commenter les résultats de ces calculs.

La saison N+1 est chiffrée 5.

Si l'on prend l'équation linéaire $y = 700,5 x + 11\,546$ avec $x = 5$, on obtient un chiffre d'affaires de $700,5 \times 5 + 11\,546 = 15\,048,5$ K€.

Si l'on prend l'équation exponentielle $y = 11628 e$

avec $x = 5$, on obtient un chiffre d'affaires $11\ 628 \times e^{0,0528 \times 5} = 11628 \times 2,718281^{0,264} = 11\ 628 \times 1,302128 = 15\ 141,14\ \text{k€}$

Le coefficient de régression représente la pente de la ligne de régression, indiquant le changement attendu de la variable dépendante pour une augmentation d'une unité de la variable indépendante.

Dans les deux cas, on a un coefficient de régression important (0,8384 et 0,8385) ce qui veut dire que les résultats obtenus ont une certaine fiabilité (la fiabilité serait parfaite si le coefficient était 1).

Question 1.2. Rédiger une courte note de synthèse décrivant les outils de gestion (et leurs limites) permettant de prévoir le chiffre d'affaires d'une entreprise en situation de très forte incertitude.

Il est évident que la méthode statistique présentée ci-dessus pose problème. Elle ne fait pas la différence entre les différents produits qui composent le chiffre d'affaires (ventes au buvettes, boutique et autres, matchs et abonnements, publicité, droits TV). Pour chaque élément, elle ne distingue pas non plus les prix unitaires des quantités vendues. Il n'est pas tenu compte non plus (car ce sont des produits) des subventions, des autres produits, des produits financiers et des produits exceptionnels donnés dans le tableau de l'annexe 1. Dans le cas de situation en très forte incertitude, une étude de marché adaptée peut être aussi intéressante.

PARTIE 2 – Analyse de l'évolution récente du chiffre d'affaires du club SB

Question 1.3. Calculer l'écart sur chiffre d'affaires entre les saisons N-1 et N. Décomposer cet écart en un écart sur ventes de marchandises, un écart sur matchs et abonnements, un écart sur publicité et divers, et un écart sur droits TV.

Si l'on prend les saisons N-1 et N et si l'on se limite au chiffre d'affaires net, on peut dégager les écarts suivants :

Eléments	Année N-1	Année N	Ecart
Ventes	300	573	+ 273
Matchs et abonnements	1 038	1 355	+ 317
Publicité et divers	6 582	6 873	+ 291
Droits TV	5 258	5 708	+ 450
	13 178	14 509	+ 1 331

Question 1.4. Commenter brièvement cette évolution.

L'évolution moyenne (de N sur N-1) est de $1\ 331 / 13\ 178 = 10,10\ \%$. Elle est plus importante sur les éléments plus faibles (ventes et matchs et abonnement : 91 % et 30,5 %) que sur les éléments plus importants (publicité et droits TV : 4,4 % et 8,55 %)

Question 1.5. Décomposer l'écart sur chiffre d'affaires entre N-1 et N des seules ventes de marchandises en faisant apparaître des effets prix et volume sur ventes aux buvettes et sur ventes de produits dérivés (boutiques et autres).

On établira le tableau suivant :

	Vente à la buvette	Vente produits dérivés	Total
Chiffres N-1	113 700	186 050	299 750
Chiffres N	202 675	370 250	572 925
Ecart global	88 975	184 200	273 175
Effet volume	$(40\,535 - 28\,425) \times 4 = 48\,440$	$(7\,405 - 3\,721) \times 50 = 184\,200$	232 640
Effet prix	$[(202\,675 / 40\,535) - 4] \times 40\,535 = 40\,535$	$[(370\,250 / 7\,405) - 50] \times 7\,405 = 0$	40 535

Question 1.6. Décomposer l'écart sur chiffre d'affaires des ventes de marchandises en faisant apparaître un écart sur volume global, un écart de composition et un écart sur prix. La contribution de chaque produit à l'écart sur composition et à l'écart sur prix seront calculés.

Par analyser l'écart sur de composition, il faut calculer les quantités vendues si la répartition n'avait pas été modifiée entre N-1 et N.

En N-1, la quantité globale vendue est de 32 146 unités (28 425 pour les ventes à la buvette et 3 721 pour les produits dérivés), alors qu'en N, cette quantité globale est de 47 940 unités (40 535 pour les ventes à la buvette et 7 405 pour les ventes de produits dérivés. Si la répartition de N n'avait pas été modifiée, on aurait vendu $47\,940 \times (28\,425 / 32\,146) = 42\,371$ unités pour les ventes à la buvette et $47\,940 \times (3\,721 / 32\,146) = 5\,549$ unités pour les produits dérivés.

On présentera le tableau suivant :

	Vente à la buvette	Vente produits dérivés	Total
Ecart sur quantités	$(42\,371 - 28\,425) \times 4 = 55\,784$	$(5\,549 - 3\,721) \times 50 = 91\,400$	147 184
Ecart de composition	$(40\,535 - 42\,371) \times 4 = -7\,344$	$(7\,405 - 5\,549) \times 50 = 92\,800$	85 456
Ecart de prix	$[(202\,675 / 40\,535) - 4] \times 40\,535 = 40\,535$	$[(370\,250 / 7\,405) - 50] \times 7\,405 = 0$	40 535
Total			273 175

Question 1.7. Commenter l'évolution du chiffre d'affaires des ventes de marchandises.

La variation du chiffre d'affaires est importante en volume (232 640 sur 273 175). Elle est plus importante en ce qui concerne le produit des ventes de produits dérivés : $7\,405 - 3\,721 = 3\,684$ soit 99 % de la quantité vendue en N-1 que les ventes à la buvette : $40\,535 - 28\,425 = 12\,110$ soit 42,6 % de la quantité vendue en N-1, ce qui explique l'écart de composition de 85 456 €. Quant aux prix, ils ont simplement augmenté en ce qui concerne les ventes à la buvette (de 4 € à 5 € pour une consommation).

PARTIE 3 – Analyse du risque d’exploitation d’un projet d’investissement

Question 1.8. Définir les notions de charges directes, charges indirectes, charges fixes et charges variables. Expliquer la différence entre un coût variable par match et un coût variable par supporter (un supporter étant ici assimilé à une personne (spectateur ou spectatrice) présente en tribune durant le match et ayant payé un billet).

Une charge directe est une charge qu’il est possible d’affecter immédiatement aux coûts d’un produit, d’une marchandise ou d’un service, sans n’avoir à effectuer de calculs intermédiaires

A l’inverse, une charge indirecte nécessite un calcul intermédiaire afin d’être attribuée au coût d’un produit, d’une marchandise ou d’un service

Les charges variables sont une fonction de l’activité de l’entreprise. Plus l’activité de l’entreprise est importante plus le montant des charges variables est élevé.

Les charges fixes sont des charges récurrentes que doit payer l’entreprise quel que soit son niveau d’activité.

Le coût variable par match est un coût unitaire fonction du nombre de match. Plus le nombre de matchs est important plus ce coût est élevé. On a la fonction suivante : coût variable total fonction des matchs = coût variable unitaire par match × nombre de matchs.

Le coût variable par supporter est un coût unitaire fonction du nombre de supporters. Plus le nombre de supporters est important plus ce coût est élevé. On a la fonction suivante : coût variable total fonction des supporters = coût variable unitaire par supporters × nombre de supporters.

Question 1.9. Construire un compte de résultat différentiel permettant de mesurer le résultat lié à l’exploitation du stade SMB en N puis le résultat prévu en N+1.

On établira les comptes suivants

	Année N		Année N+1	
Chiffre affaires	$7\ 000 \times 140$	980 000	$13\ 000 \times 234$	3 042 000
Charges variables	$7\ 000 \times (2 + 9+ 73)$	588 000	$13\ 000 \times (3 + 15+ 112)$	1 690 000
Marge sur coût variable		392 000		1 352 000
Coût fixe	$7\ 000 \times 40$	280 000	$13\ 000 \times 60$	780 000
Résultat		112 000		572 000

Question 1.10. Déduire des comptes de résultat différentiel le seuil de rentabilité de N et celui prévu en N+1 en volume et en termes de remplissage du stade (en %).

Le seuil de rentabilité (ou seuil de rentabilité) est le chiffre d’affaires qu’il faut réaliser pour couvrir les frais fixes :

Si T est le taux de remplissage du stade

Pour N, on a : $280\,000 = 392\,000 \times T$ ce qui donne un taux $T = 71,43\%$ et un volume de remplissage de $7\,000 \times 71,43\% = 5\,000$ spectateurs ce qui donne un seuil de rentabilité de $5\,000 \times 140 = 700\,000\text{ €}$

Pour N+1 on a : $780\,000 = 1\,352\,000 \times T$ ce qui donne un taux $T = 57,92\%$ et un volume de remplissage de $13\,000 \times 57,92\% = 7\,500$ spectateurs ce qui donne un seuil de rentabilité de $7\,500 \times 234 = 1\,755\,000\text{ €}$

Question 1.11. Analyser le risque d'exploitation lié à chacune des trois options proposées.

On présentera le tableau suivant (Le résultat N étant de 112 000 € pour un chiffre d'affaires de 980 000 €, des frais fixes de 280 000 € et un seuil de rentabilité de 700 000 €

	Option 1	Option 2	Option 3
Seuil de rentabilité	270 000	220 400	400 600
Cumul seuil rentabilité	970 000	920 400	1 100 600
Charges fixes	120 000	120 000	260 000
Cumul charges fixes	400 000	400 000	540 000
CA option	324 000	315 000	547 200
CA Total	1 304 000	1 115 000	1 537 200
Δ Résultat net	24 000	51 500	95 200
Total Résultat net	136 000	167 500	207 200
Total résultat / CA Total	10,43 %	15,02 %	13,47 %

Si l'on examine les trois options, la moins risquée est l'option 2 car c'est celle qui donne le meilleur taux de résultat.

DOSSIER 2 – Analyse financière de l'agrandissement du stade

PARTIE 1 – Coût des modes de financement liés à l'agrandissement du stade

Question 2.1. Déterminer le coût de l'emprunt en %.

L'emprunt est 3 500 k€ et il est remboursé chaque année (en dehors des intérêts) $3\,500 / 4 = 875$ k€. Les intérêts payés seront fin N de $3\,500 \times 8\% = 280$ k€, en N+1 $(3\,500 - 875) \times 8\% = 210$ k€ en N+2 $(3\,500 - 875 \times 2) \times 8\% = 140$ k€ et en N+3 $(3\,500 - 875 \times 3) \times 8\% = 70$ k€

La sortie de trésorerie relative à cet emprunt sera donc en N de $875 + 280 = 1\,155\text{ €}$, en N+1 de $875 + 210 = 1\,085\text{ €}$, en N+2 de $875 + 140 = 1\,015\text{ €}$ et en N+3 de $875 + 70 = 945\text{ €}$.

Si i est le taux du coût de l'emprunt, on peut écrire que $3\,500 = 1\,155 \times (1+i)^{-1} + 1\,085 \times (1+i)^{-2} + 1\,015 \times (1+i)^{-3} + 945 \times (1+i)^{-4}$

Si $i = 8\%$ on a une valeur nette de remboursement de $1\,155 \times 0,926 + 1\,085 \times 0,857 + 1\,015 \times 0,794 + 945 \times 0,735 = 3\,499,86$

Le coût de l'emprunt est donc de 8 %.

Question 2.2. Construire un tableau faisant apparaître les flux monétaires résultant de l'exécution du contrat de crédit-bail et vérifier que le coût de revient de ce financement est bien de 13,88 %.

On tiendra compte d'un effet fiscal de 25 % calculé sur les redevances versées (y compris le dépôt de garantie qui ne sera pas récupérable) et sur les amortissements sur la valeur de l'option d'achat (à la fin de la quatrième année et qui sera amorti en un an, la durée d'utilisation étant fixée à 5 ans soit $500\,000 \times 25\% = 125\,000$ €

On présentera le tableau suivant

	Début N	Début N+1	Début N+2	Début N+3	Fin N+3	Fin N+4
Dépôt garantie	150 000					
Redevances	525 000	525 000	525 000	525 000		
Option					500 000	
Effet fiscal		- 168 750	- 131 250	- 131 250	- 131 250	- 125 000
Total	675 000	356 250	393 750	393 750	368 750	-125 000

Si i est le taux de 13,88 % on peut écrire que :

$$- 2\,000\,000 + 675\,000 + 356\,250 \times 1,1388^{-1} + 393\,750 \times 1,1388^{-2} + 393\,750 \times 1,1388^{-3} + 368\,750 \times 1,1388^{-4} - 125\,000 \times 1,1388^{-5} \text{ soit } - 2\,000\,000 + 675\,000 + 356\,250 \times 0,878 + 393\,750 \times 0,771 + 393\,750 \times 0,677 + 368\,750 \times 0,595 - 125\,000 \times 0,522 = - 287\,905.$$

En utilisant ces données, on constate que le taux de 13,88 % ne convient pas. Si on considère un taux 0, on aurait une dépense nette de $675\,000 + 356\,250 + 393\,750 + 393\,750 + 368\,750 - 125\,000 = 2\,062\,500$ pour un investissement de 2 000 000. Le taux d'intérêt serait très faible.

Calculé avec un tableur, le taux serait de 2,041 %

$$\text{On aurait : } - 2\,000\,000 + 675\,000 + 356\,250 \times 0,9800 + 393\,250 \times 0,9604 + 393\,750 \times 0,9412 + 368\,750 \times 0,9223 - 125\,000 \times 0,9039 \approx 0 \text{ (- 9 en réalité)}$$

On pourrait aussi admettre que le taux se calcule en dehors de tout aspect fiscal. On aurait alors le tableau de flux de trésorerie suivant :

	Début N	Début N+1	Début N+2	Début N+3	Fin N+3
Dépôt garantie	150 000				
Redevances	525 000	525 000	525 000	525 000	
Option					500 000
Total	675 000	525 000	525 000	525 000	500 000

Si i est le taux de 13,88 % on pourrait alors écrire que :

$$- 2\,000\,000 + 675\,000 + 525\,000 \times 1,1388^{-1} + 525\,000 \times 1,1388^{-2} + 525\,000 \times 1,1388^{-3} + 500\,000 \times 1,1388^{-4}, \text{ soit } - 2\,000\,000 + 675\,000 + 525\,000 \times 0,878 + 525\,000 \times 0,771 + 525\,000 \times 0,677 + 500\,000 \times 0,595 = - 193\,650$$

Ici, non plus, le taux ne convient pas.

En effectuant les calculs sur un tableur, nous avons trouvé un taux de 20,88 %. On a soit - 2 000 000 + 675 000 + 525 000 × 0,8273 + 525 000 × 0,6844 + 525 000 × 0,5661 + 500 000 × 0,4683 ≈ 0 (- 5 en réalité)

PARTIE 2 – Établissement du plan de financement lié à l'agrandissement du stade

Question 2.3. Expliquer les intérêts et indiquer une limite du calcul du besoin en fonds de roulement d'exploitation normatif.

Le besoin de fonds roulement normatif d'exploitation est calculé de la manière suivante : chacune des composantes du BFR est analysée en tenant compte de son délai d'écoulement, c'est-à-dire le délai pour lequel le poste disparaît du bilan (par exemple : délai moyen accordé aux clients ou aux fournisseurs, données sectorielles, etc.) ainsi que d'un coefficient de structure appelé également coefficient de pondération qui représente l'importance de chaque poste du BFR par rapport au chiffre d'affaires.

La détermination du BFR moyen est donc réalisée en multipliant le délai d'écoulement de chacune des composantes par son coefficient de structure. Le fonds de roulement normatif est en fait calculé en fonction d'un nombre de jours de chiffre d'affaires. Il ne tient pas compte des emplois et des ressources indépendantes du chiffre d'affaires.

Question 2.4. Calculer le BFRE prévisionnel pour les cinq années à venir ainsi que les variations de FR.

On établira le tableau suivant (en k€)

	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
CA HT	27 600	28 100	30 100	31 000	33 000
BFRE	4 140	4 215	4 515	4 650	4 950
Δ BFRE	- 360	75	300	135	300

Le BFR normatif est égal à 54 jours de chiffre d'affaires HT soit $54 / 360 = 15 \%$ du CA

Fin N, le BFR est de 4 400 k€

Question 2.5. Sachant que le résultat net de N+1 est de 1 350 k€, poser le calcul de la CAF prévisionnelle pour l'exercice N+1.

On calculera le CAF prévisionnelle pour N+1 de la manière suivante :

Résultat	1 350
Amortissement agrandissement stade : $6\,000 / 5 =$	1 200
Dotations de renouvellement $3\,600 - 1\,200 =$	2 400
Reprise sur subventions d'investissement $500 / 5 =$	- 100
Plus valeur de cession d'immobilisation : $300 - (600 - 400) =$	<u>- 100</u>
CAF prévisionnelle	4 750

Question 2.6. Établir le plan de financement lié à l'agrandissement du stade.

On établira le tableau suivant (en K€) : Nous avons arrondi au k€ le plus proche

	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
CAF prévisionnelle	4 750	5 047	5 938	6 376	7 785
Annuité crédit-bail	- 525	- 525	- 525	- 525	- 500
Annuité emprunt	0	- 1 155	- 1 085	- 1 015	- 945
Annuité emprunt 7,5 %	- 330	- 312	- 294	- 276	- 258
Effet fiscal (arrondi)	+ 154	+ 219	+ 197	+ 175	+ 147
Flux de trésorerie	4 049	3 274	4 231	4 735	6 229

L'effet fiscal est calculé sur les redevances de crédit-bail et les intérêts des deux emprunts

	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
Crédit-bail	525	525	525	525	
Emprunt 8 %	0	280	210	140	70
Emprunt 7,5%	90	72	54	36	18
Amortiss. bien					500
Totaux	615	877	789	701	588
Effet fiscal 25 %	153,75	219,25	197,25	175,25	147

PARTIE 3 – Valorisation de l'agrandissement du stade

Question 2.7. Présenter une analyse financière à partir des principaux ratios fournis.

En examinant séparément l'ensemble des ratios, on peut en faire l'analyse suivante :

- Indépendance financière : en dégradation ;
- Solvabilité : en augmentation
- Capacité d'endettement : en diminution
- Rapport investissement / CA : en diminution
- Rapport CAF / CA : en légère augmentation
- Dotations amortissement / EBE : en diminution
- Rentabilité économique : en progrès
- Rentabilité financière : en diminution

Comme on constate une rentabilité économique (rapport entre le résultat d'exploitation après impôt et l'ensemble des capitaux engagés (capitaux propres et dettes) dans l'activité économique de l'entreprise) en augmentation et un ratio de rentabilité financière (rapport entre le résultat net les capitaux propres) en diminution. Il semble donc que l'entité prévoit de faire appel de plus à des

capitaux étrangers pour son financement. Le ratio d'indépendance financière en forte diminution en est la preuve.

Question 2.8. Donner la définition du taux d'actualisation et le calculer.

Le taux d'actualisation est un taux qui permet d'évaluer la rentabilité d'un projet d'investissement.

En tenant compte de la structure financière de l'entité, ce taux est de $12\% \times 67\% + 8\% \times 33\%$ soit 10,68 %

Question 2.9. Donner une valeur de l'agrandissement du stade à la fin des 5 années à partir de la méthode des flux de trésorerie actualisés.

En tenant compte des flux de trésorerie disponibles actualisé durant les 5 premières années on a une valeur de $2\,200 \times 1,1086^{-1} + 2\,000 \times 1,1086^{-2} + 1\,800 \times 1,1086^{-3} + 2\,900 \times 1,1086^{-4} + 3\,600 \times 1,1086^{-5}$ soit $2\,200 \times 0,902 + 2\,000 \times 0,814 + 1\,800 \times 0,734 + 2\,900 \times 0,662 + 3\,600 \times 0,597 = 9\,003$ k€

Pour les flux postérieurs à N+5, il faut considérée une suite qui prend la forme de $3\,600 \times 1,02^{-n} \times 1,1068^{-n}$ ou $3\,600 \times (1,1068 / 1,02)^{-n}$ ou $3\,600 \times (1,1068 / 1,02)^{-n}$ ou $3\,600 \times 1,085098^{-n}$

Comme n est infini on a une suite égale $3\,600 / 0,085098 = 42\,304$ €

La valeur globale du club est donc un montant de $9\,003 + (1,086^{-5} \times 42\,304) = 9\,003 + 0,597 \times 42\,304 = 34\,258$ k€

DOSSIER 3 – Étude comptable

PARTIE 1 – Achèvement des travaux comptables de l'exercice N et travaux de consolidation

Question 3.1. Présenter les écritures d'amortissements de l'exercice N dans les comptes individuels de la SASB et préciser si la comptabilisation d'amortissements dérogatoires résulte d'un choix ou d'une obligation.

Compte tenu de la possibilité de reprise, il est possible d'amortir sur une durée de 3 ans en tenant compte d'une valeur résiduelle de 130 000 €. On amortira donc chaque année une somme de $(250\,000 - 130\,000) / 3 = 40\,000$ € par an. Sur le plan fiscal, l'amortissement se faisant en 5 ans, on pourra amortir de $250\,000 / 5 = 50\,000$ € par an. Il faudra donc comptabiliser en plus de l'amortissement purement comptable de 40 000 € un amortissement dérogatoire de $50\,000 - 40\,000 = 10\,000$ €. On n'est pas obligé de comptabiliser l'amortissement dérogatoire, mais s'il n'est pas comptabilisé, il ne pourra être déduit fiscalement.

Pour l'exercice N, on passera les écritures suivantes :

		31/12/N	
6811 2815	Dotations aux amortissements des immobilisations Amortissement matériel de musculation <i>Amortissement matériel de musculation :</i>	40 000	40 000
68725 145	Dotations aux amortissements dérogatoires Amortissements dérogatoires <i>Amortissement dérogatoire</i>	10 000	10 000

Question 3.2. Présenter les écritures que la SASB doit enregistrer au 31/12/N (au journal du bilan et du compte de résultat) pour préparer sa consolidation au sein du groupe, après avoir précisé la nature de ces écritures et en avoir justifié la nécessité.

Dans les écritures dites de préconsolidation que tiendra la société SASB, il y a lieu d'éliminer les amortissements dérogatoires comptabilisés en N-1 et N. On passera les écritures suivantes :

Pour l'établissement du bilan

		31.12.N	
	Amortissements dérogatoires 5 000 + 10 000 Impôts différés 15 000 x25 % Réserves consolidées 5 000 x75 % Résultat consolidé 10 000 x75 % <i>Préconsolidation SASB</i>	15 000	3 750 3 750 7 500

Pour l'établissement du compte de résultat

	Résultat consolidé Impôts sur les bénéfices Dotations aux amortissements dérogatoires <i>Préconsolidation SASB</i>	7 500 2 500	10 000
--	---	----------------	--------

Question 3.3. Présenter toutes les écritures de l'exercice N dans les comptes individuels de la SASB concernant l'immobilisation et la subvention.

		1.4.N	
213 2313 722	Constructions Constructions en cours Productions immobilisées -Immobilisations corporelles <i>Entrée dans le patrimoine nouveau centre d'entrainement</i>	500 000	300 000 200 000

	1.4.N			
213 2313 722	Constructions Constructions en cours Productions immobilisées – Immobilisations corporelles <i>Coûts d'emprunt affectés au nouveau centre d'entraînement</i>	10 000	6 000 4 000	
	1.1.N			
512 131	Banque Subventions d'investissement octroyées <i>Subvention octroyée</i>	100 000	100 000	
	31.12.N			
139 747	Subventions d'investissements inscrites au compte de résultat Quote-part des subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice <i>100 000 x 1/20 x 9/12</i>	3 750	3 750	
	31.12.N			
6811 2813	Dotations aux amortissements des immobilisations Amortissements des constructions <i>Dotations de l'exercice 510 000 x 1/20 x 9/12</i>	19 125	19 125	

Question 3.4. Rédiger une courte note de synthèse pour exposer à la direction les conditions et les conséquences d'un changement de méthode concernant les subventions d'investissement dans ses comptes annuels.

Selon les articles 122-1 et 122-2 du PCG, un changement de méthode résulte soit d'un changement de réglementation comptable, soit d'un changement de méthode comptable à l'initiative de l'entité. Le premier type n'a pas à être justifié. Un changement de méthode comptable à l'initiative de l'entité n'est possible qu'à la double condition qu'il existe un choix entre plusieurs méthodes comptables conformes aux principes d'établissement des comptes annuels et que le changement de méthode conduise à fournir une meilleure information financière. Pour ce qui concerne le changement de méthode proposé, dans le passé, l'entreprise inscrivait directement en produit les subventions reçues. Elle a décidé d'étaler les subventions dans le temps en utilisant les comptes « Subventions d'investissement octroyées », « Subventions d'investissement inscrites dans le compte de résultat » et « Quote-part des subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ». La nouvelle méthode est conforme au PCG et fournit une meilleure information financière en étalant la subvention comme sont étalés les amortissements des immobilisations acquises à l'aide de la subvention.

Question 3.5. Présenter les écritures de préparation de la consolidation dans les journaux de la SASB (compte de résultat et bilan) en justifiant les analyses.

Selon la norme IAS 20, « les subventions liées à des actifs doivent être présentés au bilan soit en produits différés, soit en déduisant la subvention pour arriver à la valeur de l'actif. Le guide de consolidation du groupe dont fait partie la SASB indique l'utilisation de la méthode de déduction de la subvention de la valeur de l'actif. Il y a lieu également d'intégrer les coûts de l'emprunt dans la valeur de l'actif.

On passera les écritures de préconsolidation suivantes :

Pour l'établissement du bilan

31/12/N			
Bâtiments (Centre d'entrainement)		10 000°	
Impôts différés $10\ 000 \times 25\ %$			2 500
Réserves consolidé $6\ 000 \times 75\ %$			4 500
Résultat consolidé $4\ 000 \times 75\ %$			3 000
<i>Retraitement des intérêts</i>			
<hr/>			
Subventions d'investissement octroyées (ou Produits différés)		100 000	
Bâtiments (centre d'entrainement)			100 000
<i>Retraitement subvention</i>			
<hr/>			
Résultat consolidé $375 \times 75\ %$		281	
Impôts différés $375 \times 25\ %$		94	
Amortissements Bâtiments $10\ 000 \times 5\ % \times 9/12$			375
<i>Retraitement amortissements intérêts</i>			
<hr/>			
Résultat consolidé $3\ 750 \times 75\ %$		2 812	
Impôts différés $3\ 750 \times 25\ %$		938	
Subventions d'investissements inscrites au compte de résultat (ou Produits différés) $100\ 000 \times 5\ % \times 9/12$			3 750
<i>Retraitement reprise subvention</i>			
<hr/>			
Amortissements bâtiments $10\ 000 \times 5\ % \times 9/12$		3 750	
Résultat consolidé $3\ 750 \times 75\ %$			2 812
Impôts différés $3\ 750 \times 25\ %$			938
<i>Annulation amortissement sur partie subventionnée</i>			
<hr/>			
Amortissements dérogatoires		5 000	
Impôts différés $5\ 000 \times 25\ %$			1 250
Résultat consolidé $5\ 000 \times 75\ %$			3 750
<i>Retraitement amortissements dérogatoires</i>			

Pour l'établissement du compte de résultat

Résultat consolidé $3\ 000 - 281 + 2\ 812 - 2\ 812 + 3\ 750$	6 469	
Quote-part des subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice	3 750	
Impôts sur les bénéfices $4\ 000 \times 25\% - 94 + 938 - 938 + 1\ 250$	2 156	
Dotations aux amortissements des bâtiments $3\ 750 - 375$		3 375
Dotations aux amortissements dérogatoires		5 000
Frais financiers		4 000
<i>Retraitement charges et produits</i>		

Question 3.6. Présenter les capitaux propres retraités de la SASB au 31/12/N issus des travaux précédents en montrant les différents impacts des écritures.

On présentera le retraitement des capitaux propres de la SASB de la manière suivante :

Eléments	Bilan 31/12N	Variation CP	Total CP 31/12/N
Capital	867 300		867 300
Prime émission	755 820		755 820
Réserves	90 002	+ 4 500	94 502
Report à nouveau	- 999 924		- 999 924
Amortissements dérogatoires	5 000	- 5 000	0
Résultat exercice	2 736 371	+ 6 469	2 742 840
Total	3 454 569	5 969	3 460 538

Question 3.7. Présenter le tableau de partage des capitaux propres de la SASB au sein du groupe ainsi que l'écriture correspondante au journal du bilan consolidé de la SASH.

Nombre d'actions SASB détenues par SASH : $40\ 887 / 41\ 300 = 99\%$

On présentera le tableau de répartition suivant :

Eléments	Total CP 31/12/N	Quote-part SASH	Intérêts minoritaires
Capital	867 300	858 627	8 673
Prime émission	755 820	748 262	7 558
Réserves	94 502	93 557	945
Report à nouveau	- 999 924	- 989 925	- 9 999
Résultat exercice	2 742 840	2 715 412	27 428
Total	3 460 538	3 425 933	34 605

On passera l'écriture suivante :

Capitaux propres consolidés SASB (hors résultat) 3 460 538 – 2 472 840	987 698	
Résultats consolidés SASB	2 472 840	
Titres SASB		1 022 175
Capitaux propres consolidé groupe (3 425 933 – 2 715 412) - 1 022 175		- 311 654
Intérêts minoritaires capitaux propres 34 605 – 27 428		7 177
Résultat consolidé groupe		2 715 412
Intérêts minoritaires résultat		27 428
<i>Partage capitaux propres SASB</i>		

PARTIE 2 – Travaux préparatoires en vue d'une fusion absorption

Question 3.8. Décrire ce type de restructuration d'entreprise et expliquer les conséquences pour les associés des deux sociétés concernées. Utiliser le cas de la fusion envisagée entre la SASH et la SASB pour illustrer concrètement la description (sans calcul).

Il s'agit d'une fusion absorption dans laquelle la SASH est l'absorbante et la SASB l'absorbée. Comme la SASB est détenue à 99 % par la SASH ; il s'agit d'une fusion à l'endroit, c'est-à-dire une fusion à l'issue de laquelle la personne morale, actionnaire principal de l'entité absorbante avant l'opération, conserve, bien que dilué le cas échéant, son pouvoir de contrôle sur l'absorbante. Les apports seront évalués à la valeur comptable car il s'agit d'une opération à l'endroit des entités sous contrôle commun. Avant l'opération, la situation de contrôle est déjà établie entre l'entité initiatrice et l'entité cible. L'opération de regroupement correspond donc à un renforcement de contrôle ou à un maintien de contrôle et, dans la logique des comptes consolidés, il convient de ne pas réévaluer l'ensemble des actifs et passifs apportés.

Question 3.9. Déterminer la valeur unitaire d'un titre SASB basée sur l'ANCC, puis la valeur réelle retenue pour la parité de chaque société et enfin la parité théorique.

L'ANCC de la société SASB pourra être déterminé comme suit :

Capitaux propres comptables :	3 703 194
Plus-value globale sur les joueurs 1 000 000 × 75 % (à déduire impôt) =	750 000
Impôt dû sur subventions d'investissement 100 000 × 25 % =	- 25 000
Impôt dû sur amortissements dérogatoires : 15 000 × 25 % =	<u>- 3 750</u>
ANCC	4 424 444

Valeur du titre en fonction ANCC : $4\,424\,444 / 41\,300 = 107,13$

Valeur moyenne titre SASB = $(107,13 + 96,25 + 126,62) / 3 = 110 \text{ €}$

Valeur moyenne titre SASH = $(215 + 258,65 + 180,35) / 3 = 218 \text{ €}$

Parité théorique : $218 / 110 = 1,98$

Question 3.10. Présenter un tableau d'analyse de cette fusion en justifiant :

- la valeur de l'apport retenue en comptabilité (= la Valeur Nette Comptable) ;
- le montant de l'augmentation de capital (= 20 600 €) ; ×
- le montant de la soulte versée et sa légalité ;
- le montant de la prime de fusion et sa décomposition.

On présentera le tableau suivant :

Eléments	Analyse
Montant l'apport	Comme il s'agit d'une opération à l'endroit impliquant des entités sous contrôle commun (la société SASB est sous le contrôle des associés de la SASH qui possède 99 % du capital), les apports seront évalués à la valeur comptable
Augmentation capital	Seuls les associés SASB (en dehors de la SASH) recevront des titres nouveaux SASH et participeront à l'augmentation de capital : il sera créé théoriquement $(41\,300 - 40\,887) / 2 = 206,5$ titres SASH arrondis à 206 titres soit une augmentation de capital de $206 \times 100 = 20\,600$ €
Soulte	Selon l'article R. 236-1 du Code de commerce, la soulte ne peut pas dépasser 10 % de la valeur nominale des parts attribuées. Elle ne peut donc dépasser $20\,600 \times 10\% = 2\,060$ €. Compte tenu de la parité théorique et de l'arrondi, la soulte devrait être de $110 \times (41\,300 - 40\,887) - 206 \times 218 = 522$ €
Prime de fusion	L'apport réel est de $3\,703\,194 - 25\,000 - 3\,750 = 3\,674\,444$ 99 % reviennent à la SASH compte tenu de sa participation ($40\,887 / 41\,300 = 0,99$). L'apport effectué par les minoritaires est donc théoriquement de $3\,674\,444 \times 1\% = 36\,744$ € Comme l'augmentation de capital est de 20 600 € et la soulte de 522 €, la prime de fusion est de $36\,744 - 20\,600 - 522 = 15\,622$ Comme l'apport est effectué à la valeur comptable et non à la valeur réelle, la valeur du titre SASB à la valeur comptable est de $3\,674\,444 / 41\,300 = 88,96$ € La plus-value sur titres SASB est donc de $(88,96 - 25) \times 40\,887 = 2\,615\,525$ ou $3\,674\,444 \times 99\% - 25 \times 40\,887 = 2\,615\,625$ La prime de fusion totale (comprenant la prime d'émission sur les nouveaux titres émis) est donc de $15\,622 + 2\,615\,625 = 2\,631\,647$ €

Question 3.11. Présenter l'écriture d'augmentation de capital dans la SASH.

On passera l'écriture suivante :

		31/12/N		
4561	SASH, compte d'apport en société	3 674 444		
101	Capital social			20 600
1042	Prime de fusion			2 631 247
161	Titres de participation			1 022 175
512	Banque			522
	<i>Augmentation capital SASH à la suite de la fusion</i>			

Question 3.12. Proposer une solution simple pour résoudre le problème de l'association sportive SB29 qui ne détient qu'un titre de la SASB (aucun calcul n'est attendu)

Le plus simple, me semble t'il, mais il y a probablement d'autres solution est d'augmenter le capital d'une action supplémentaire (soit 100 €) et ne demander que 422 € (au lieu de 522 € en espèces.

N.B. Je me suis obligé depuis près de 20 ans à présenter un projet de corrigé de l'agrégation d'Economie et Gestion option Finance et Contrôle sur mon site Internet. Malheureusement, je vieillis (je suis devenu enseignant en 1964 après 6 ans en entreprise et une année à l'école normale ENNA de Paris et je me suis présenté avec succès à l'agrégation en 1971) et je ne sais pas si l'an prochain, j'aurais encore la force et le courage de présenter ce type de corrigé.

Si d'autres enseignants veulent prendre le relais, pas de problème.

Robert OBERT